

ANWAR MOHAMMED GARGASH

Conseiller diplomatique du président, Émirats arabes unis

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Mesdames et Messieurs, chers amis, je pense que nous sommes tous très heureux d'être ici. Je suis ravi d'être aujourd'hui avec le Dr Anwar Gargash, qui a eu une prestigieuse carrière de professeur d'université en droit international et en relations internationales. Il a été secrétaire d'État pendant plus de dix ans et est connu comme « le Kissinger des Émirats arabes unis ». Il est actuellement le conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis et ici, l'Institut diplomatique porte son nom, ce qui est une distinction unique. Je sais que vous trouvez cela un peu embarrassant, Anwar, mais c'est l'Institut diplomatique Anwar Gargash des Émirats arabes unis. Si vous le permettez, je dirai simplement que nous sommes amis et que cette conférence n'aurait jamais eu lieu à Abou Dabi, comme c'est actuellement le cas, si nous n'avions pas discuté de ce projet et d'autres sujets, au cours des deux dernières années.

C'est un grand privilège de vous avoir avec nous aujourd'hui, et je vais sans plus tarder lancer la discussion en posant une simple question générale. Ces deux dernières années, depuis que nous avons commencé à parler de la possibilité d'organiser la conférence ici, le monde a énormément changé, et de plusieurs manières. Il y a évidemment eu la pandémie, qui n'est pas encore terminée, et nous avons eu une discussion intéressante à ce sujet ce matin. Il y a aussi eu l'accélération de la rivalité sino-américaine, avec le nouveau président des États-Unis, le retrait d'Afghanistan et plus récemment, le choc pour certains d'entre nous de ce qu'on appelle maintenant l'AUKUS, etc. J'ai une question très simple : comment évaluez-vous les conséquences de ces changements majeurs sur la situation géopolitique de la région ?

Anwar Mohammed Gargash

Merci pour vos aimables propos, Thierry. Je suis vraiment très heureux d'être ici et je vois beaucoup d'amis, alors je les salue tous et je vous souhaite à tous une bonne conférence. Pour démarrer la discussion, je dirais que du point de vue des Émirats arabes unis, ici dans le Golfe, nous distinguons effectivement plusieurs aspects dans les changements du système international. D'une part, je pense que la pandémie montre très clairement que nos priorités géostratégiques ne doivent pas seulement être des priorités politiques mais peuvent aussi concerner d'autres questions. Ces dernières englobent, comme nous l'avons vu, tous les effets de la pandémie sur l'économie, la vie des gens, les habitudes de travail, etc. Je pense que cela a amené les Émirats arabes unis et, j'en suis sûr, de nombreux autres pays, à repenser leurs priorités. Soudain, des priorités, certes importantes pour les EAU mais peut-être moins urgentes, telles que la sécurité alimentaires, la chaîne logistique, etc. sont devenues impérieuses. Je pense que nous devons nous concentrer sur la dimension internationale et ne pas permettre aux responsables politiques de l'oublier, car, ce faisant, elle



entraîne ce que j'appellerais un changement positif, plutôt qu'un retour aux anciennes façons de faire. Je dirais qu'à un certain niveau, le fait que des priorités non politiques aient pris le pas sur les priorités politiques est quelque chose de totalement inédit et de nouveau. Il y a peut-être eu des moments dans le système international où ça a été le cas, mais il est certain que rien dans les moyens dont nous disposons actuellement, les lieux où nous vivons, la façon dont nous nous déplaçons, etc. n'avait auparavant été affecté de la sorte. Je peux vous dire que dans leur effort concerté de faire face au Covid-19, les Émirats arabes unis ont retenu de nombreuses leçons. Je pense qu'il est important que nous cultivions la mémoire longue de ces leçons, ici aux Émirats arabes unis et dans d'autres régions.

Je pense que le deuxième point important concerne la nature multipolaire du système politique. C'est clairement une phase qui existe depuis un moment dans le système international. Après la chute de l'Union soviétique, le système international a connu un très bref moment américain. Même si les États-Unis restent dominants et prépondérants, le système international n'est clairement pas unipolaire. Ce que nous avons très nettement aujourd'hui, c'est la présence de la Chine, et je pense que cette présence économique, politique et technologique de la Chine dans de nombreuses régions du monde va durer. Je crois que nous sommes tous très inquiets qu'une guerre froide puisse se profiler à l'horizon, et je pense que pour les pays, comme pour nous tous présents dans cette salle, c'est une mauvaise nouvelle, car il est problématique de choisir dans le système international. Le chemin ne va pas être facile, mais il est clair que la Chine va continuer à prendre énormément d'importance. Il est parfois plus simple de comprendre l'orientation de l'Amérique que celle de la Chine, en raison de la nature et de l'ouverture du débat. Alors qu'il est possible d'avoir des informations sur l'orientation de l'Amérique par différentes lectures, conférences et discussions, je pense qu'il est plus difficile de comprendre celle de la Chine, qui est plus opaque. Fondamentalement, je pense que cette compréhension va représenter un grand défi pour nous tous. Ici, aux Émirats arabes unis, les États-Unis sont notre principal partenaire stratégique, mais la Chine, avec l'Inde, est notre premier ou deuxième partenaire économique. Je ne pense pas non plus que la question concerne uniquement les États-Unis et la Chine. Si vous regardez notre pays, les Émirats arabes unis ont ce que j'appellerais des relations économiques et stratégiques essentielles avec l'Inde, la Corée, le Japon, et tous ces pays ont leur propre rivalité et leurs propres problèmes avec la Chine. Il ne s'agit pas seulement de réévaluer les relations sino-américaines ou américano-chinoises, je pense qu'il s'agit aussi de réévaluer beaucoup d'autres relations. Par exemple, l'Inde est notre grand voisin le plus proche, ou le plus grand voisin, et elle est en concurrence avec la Chine sur le plan des échanges commerciaux avec nous et, en même temps, l'Inde a le vent en poupe. Je pense que pour un pays de notre taille, cette menace de guerre froide est très préoccupante et j'espère que nous n'en arriverons pas là, même si, en étant réaliste, les signaux ne sont, dans l'ensemble, pas très encourageants.

Au troisième niveau, qui est le niveau régional, lequel influence beaucoup notre politique étrangère actuelle et notre évolution politique, la région ne se porte pas beaucoup mieux aujourd'hui qu'il y a deux ans. Je pense que les sujets de potentielle confrontation sont toujours aussi nombreux, et qu'il va donc falloir que nous comprenions tous que la communication, et non la confrontation, est la voie à suivre. Cela ne veut pas dire que nous pourrions changer la perception qu'ont l'Iran ou la Turquie de leur rôle dans la région, ou la façon dont nous voyons le monde arabe et dont il devrait revenir à un système régional plus

viable. Dans le même temps, je pense que nous devons également comprendre qu'il est extrêmement important d'éviter la confrontation et que, même si la voie de la communication est plus longue et plus frustrante, nous n'avons vraiment pas d'autre option.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup. Je pense que, pour la plupart des pays représentés dans cette salle, éviter d'être obligés de choisir est vraiment une préoccupation fondamentale. Beaucoup d'entre nous, notamment les membres de l'OTAN, considèrent que les États-Unis sont plus prévisibles que la Chine parce que nous en savons davantage sur eux. Cependant, ils vont clairement essayer de nous forcer à choisir et, par exemple, à transformer l'alliance atlantique en une alliance anti-chinoise, même si ce ne sont pas les termes employés.

C'est un très grand défi, mais pour le Moyen-Orient et le Golfe en particulier, il me semble qu'il existe deux tendances apparemment opposées. D'un côté, logiquement, ils devraient essayer de vous pousser à prendre parti, mais d'un autre côté, il y a une autre tendance au retrait ou au retrait partiel du Moyen-Orient, qui a ouvert la voie à des politiques plus actives de la part de la Russie et de la Turquie, par exemple. Comment analyseriez-vous le fait de devoir trouver un équilibre entre ces deux tendances, l'une vous poussant à prendre parti et l'autre à faire preuve de davantage d'indifférence, si je puis dire ?

Anwar Mohammed Gargash

Je pense que nous avons plusieurs problèmes ici. Le premier est que nous n'avons pas de discussion entre Arabes sur tous ces points. Chacun reste replié sur lui-même, sauf dans des discussions bilatérales que nous pouvons avoir avec l'Égypte ou l'Arabie saoudite, qui sont deux de nos plus proches amis. D'une manière générale, je trouve que le système politique arabe s'est vraiment dégradé au cours des dix ou vingt dernières années et qu'il faut discuter de ces questions importantes, mais je ne crois pas que celles dont nous avons parlé aient jamais été abordées. Je pense que c'est un vrai problème. Je dirais également que nous devons comprendre que les Émirats arabes unis sont un pays de taille moyenne en matière d'importance et d'influence politique et économique, et que nous n'avons donc pas vraiment d'autre choix que de nous expliquer, de communiquer. Par exemple, nous devons utiliser le temps que nous passerons au Conseil de sécurité des Nations unies au cours des deux prochaines années pour nous assurer que ce système international est bien un système politique fondé sur des règles et régi par ces dernières. Je ne crois pas que nous puissions réellement modifier les actions engagées par les grandes puissances, les États-Unis ou la Chine, mais je pense que la communication est extrêmement importante. S'il y a des questions préoccupantes et inquiétantes, nous devons les traiter. Comme vous le savez aussi, parfois ces guerres froides ou ces confrontations politiques se produisent sans qu'on y ait bien réfléchi, des positions sont prises et ce n'est que plus tard que l'on commence à repenser à ce qui a pu engendrer cette situation. Je dirais que nous devons communiquer avec nos partenaires et avec nos amis. Nous devons mettre l'accent sur le fait que le système international s'appuie sur des règles, car c'est dans notre intérêt, et c'est dans l'intérêt de tout le monde.

Vous avez soulevé un point très important, celui de la présence et de l'engagement au Moyen-Orient. Je pense que l'Afghanistan est un grand test. Nous allons voir très

prochainement la véritable empreinte laissée par l'Amérique dans la région. Je crois que nous ne la connaissons pas encore, mais l'Afghanistan est clairement un test et pour être honnête, c'est un test très préoccupant. Je pense que l'Europe est différente, et que les États-Unis ont une vision plus internationaliste, atlantiste et otanienne que l'Europe. L'Extrême-Orient est également différent, et les États-Unis voient qu'il y a un basculement au niveau de l'Extrême-Orient, ce qui crée comme une zone grise au milieu. Je pense que nous devons mieux gérer notre région car, comme je l'ai dit, il y a un vide et quand il y a un vide, il y a des problèmes. Il est essentiel pour nous d'éviter les vides. Il est essentiel que nous parlions et communiquions, et que nous comprenions également que cela ne signifie pas nécessairement que nous allons changer certaines politiques, mais que nous avons besoin de cette désescalade. Je considère cela comme un enjeu majeur.

Thierry de Montbrial

Quand vous dites « nous », vous parlez parfois du monde arabe, parfois du Moyen-Orient, parfois des pays du Golfe. Pouvez-vous préciser qui est ce « nous » ?

Anwar Mohammed Gargash

Je pense que le fait d'employer indifféremment « nous » dans les trois cas est révélateur du type de problème que nous avons ici. Ça commence par l'État-nation, car pour être honnête, je ne vois pas vraiment un quelconque degré d'ouverture collective et de discussions au-delà de l'État-nation, et nous devons faire avancer les choses. Il faut dire que ces niveaux d'analyse sont en train de changer le système international et que, de ce fait, il est trop difficile pour un pays de définir lui-même sa place dans ce système international. Je ne crois pas qu'il faille chercher à défier qui que ce soit, je pense qu'il s'agit de sécuriser cette zone que beaucoup de gens considèrent comme étant à l'origine de la moitié des problèmes du monde. Certains disent que nous avons versé trop de sang et détruit trop de richesses dans cette région, et que nous devrions passer à autre chose. Je pense que le Moyen-Orient ne vous laissera pas partir et c'est vraiment la leçon à tirer de cette région. Vous pouvez vouloir partir, mais le Moyen-Orient ne vous laissera pas partir, que ce soit pour des raisons nationales ou thématiques. Je pense que c'est un problème majeur.

Thierry de Montbrial

J'ai une autre question. Vous avez insisté sur le système international fondé sur des règles, mais la dernière fois que Xi Jinping s'est rendu à Davos, il est apparu comme le grand défenseur du système fondé sur des règles. Le problème n'est-il pas de savoir qui fixe, non pas les règles, mais les changements de règles ? Aujourd'hui, le grand défi est que les Chinois, pour reprendre cet exemple, et les États-Unis n'ont pas le même avis sur ce que ces règles devraient être. En communiquant et en recourant aux autres moyens que vous décrivez, comment pensez-vous que nous, les intermédiaires, pouvons coopérer pour peser réellement sur la façon dont les règles seront adaptées ?

Anwar Mohammed Gargash

Je pense que c'est une très bonne question. Pour commencer au niveau conceptuel, avec l'administration Biden, nous avons une administration qui déclare ouvertement qu'elle veut un système international basé sur des règles. Les Chinois disent la même chose et les

Européens plaident également en ce sens. Je pense qu'il est de l'intérêt de pays comme les nôtres, dans le monde arabe et dans d'autres régions, en Afrique et en Asie, de réclamer cela. Je pense que, sur le plan conceptuel, il existe un consensus sur cette sorte de religion, sur ce système international fondé sur des règles. Je pense que, comme vous l'avez dit, c'est aller au fond des choses qui pose problème et c'est là que nous devons nous exprimer. Nous devons dire que le monde n'est pas prêt pour une nouvelle guerre froide et je pense que si ce message passe auprès des Chinois, des Américains et des autres, je pense qu'en soi, ça créera ce que j'appellerais un collectif moral, et ce serait quelque chose de très positif. Ce n'est pas facile, mais nous n'avons pas d'autre option. Faut-il laisser le système international poursuivre sa trajectoire actuelle pour en arriver là où nous craignons tous qu'il en arrive, sans trop de réflexion ni de contrôle ? Ou ce système est-il une solution à laquelle nous pouvons collectivement adhérer dans notre intérêt à tous ? Nous savons qu'une grande confrontation va avoir lieu pour la domination du système international, mais essayons au moins de contrôler cette trajectoire. Je ne sais pas si ça répond à la question.

Thierry de Montbrial

Vous savez, Anwar, nous en avons discuté très souvent, que le véritable objectif de la World Policy Conference est précisément de favoriser ce type de dialogue entre les pays intermédiaires, c'est-à-dire entre toutes les puissances moyennes, et pas entre les superpuissances du moment. Par conséquent, notre défi consiste précisément à entrer dans les détails sur toutes ces questions.

Après avoir parlé de ce que ce « nous » regroupait, je voudrais élargir un peu pour y inclure explicitement l'Europe, en nous limitant dans un premier temps à l'Union européenne. J'hésite en disant cela car je pense aussi au Royaume-Uni, ce qui complique un peu les choses. Néanmoins, qu'attendez-vous de nous, les Européens ?

Anwar Mohammed Gargash

Là, je dirais deux choses. Je dirais que la politique européenne collective devrait être plus pragmatique et plus réaliste. À mon avis, parce qu'elle compte un grand nombre de pays, l'Europe n'a pas toujours été capable de produire ce que j'appellerais des politiques collectives cohérentes. Vu d'ici, je pense qu'en Europe, les voix du pragmatisme devraient s'imposer dans ce qui est réalisable, au lieu de mettre la barre très haut avec des objectifs impossibles à atteindre. Je pense que c'est extrêmement important. Selon moi, cela dépendra beaucoup de la coopération et de la synergie franco-allemande dans les deux ou trois années à venir, et que cela parvienne à produire ou non une politique plus réaliste et plus cohérente. Encore une fois, si vous regardez la politique des Émirats arabes unis, nous nous en sortons très bien au niveau bilatéral. Nous travaillons très bien avec la France, le Royaume-Uni et de nombreux autres pays européens, mais je pense qu'il existe un énorme fossé, au niveau collectif, entre une politique annoncée et une politique prête à être appliquée sur le terrain. Je pense que réduire ce fossé serait vraiment bénéfique pour l'Europe, mais aussi pour ses partenaires traditionnels comme les Émirats arabes unis. C'est extrêmement important pour nous.

Nous observons également le récent clivage, par exemple, entre Paris et Washington, et cela ne nous réjouit pas. Nous aimerions également voir davantage de cohésion entre nos



partenaires traditionnels, car nous ne voulons vraiment pas les monter les uns contre les autres, nos partenariats étant très différents. C'est très important. Il faut aussi qu'il y ait à l'avenir une approche plus réaliste et plus pragmatique en Europe.